

## V. EN MARCHÉ VERS L'EUROPE ET LE MONDE

Unis, nous sommes tout, désunis, nous ne sommes rien. Moins il y a de frontières, plus cet ancien slogan se vérifie. La mondialisation, la libre circulation et un marché libre débridé nous forcent à regarder la réalité en face. Nous devons unir nos forces pour défendre les droits des travailleurs au-delà des frontières.

Mais l'Union Européenne telle qu'elle se construit actuellement entraîne un rejet. En France, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne et en Italie, les jeunes et les travailleurs ont déjà exprimé leur rejet face à ces politiques néolibérales. Les acquis sociaux qu'ils défendent sont les résultats de luttes ouvrières dans chacun de leurs pays. Une défense efficace passe par le développement d'une solidarité au niveau européen qui est le contraire du repli sur soi.

Le fonctionnement actuel de l'Europe n'est pas démocratique. Il n'entraîne que de l'individualisme et le repli sur soi avec comme conséquence la montée du nationalisme et du fascisme. Il n'est pas possible d'envisager une Europe sociale sans mise en place d'une véritable démocratie européenne, avec notamment un rôle démocratique du parlement et la fin des lobbyings. C'est la seule manière de restaurer la légitimité de l'Europe.

Nous devons poursuivre le développement de l'action syndicale européenne et internationale afin de pouvoir être au niveau européen aussi un contrepouvoir.

### 1. BATISSONS LA SOLIDARITE EUROPEENNE

Face à la politique néolibérale européenne, une riposte syndicale plus forte s'impose. C'est à cela que servent nos fédérations sectorielles européennes. Nous y jouons déjà un rôle de premier plan et nous devons poursuivre sur cette voie.

Les syndicats en Europe doivent développer des revendications salariales communes. Aujourd'hui, les salaires sont placés sous surveillance de la Commission européenne, il est donc indispensable que nous nous y opposions ensemble.

Il faut instaurer un salaire minimum européen ainsi qu'une protection sociale minimale européenne.

Pour nous, ce sont des principes incontournables pour endiguer la pauvreté et le dumping social.

Les comités d'entreprise européens sont d'excellents instruments pour la participation et l'action syndicales européennes. Ces comités devraient avoir plus à dire. Nous devons continuer à y consacrer du temps et de l'énergie.



La Confédération européenne des syndicats (CES) donne également aux travailleurs une voix syndicale forte. Là aussi, la FGTB doit poursuivre son rôle moteur.

Nous devons également faire comprendre qu'il existe des alternatives à l'Europe néolibérale. C'est ce que nous faisons avec beaucoup d'autres organisations au sein du groupe Alter Summit. Par ailleurs, il faut veiller à ce que l'Alter Summit soit plus respecté et écouté.

## 2. BATISSONS LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

La Centrale Générale de la FGTB a une longue tradition et une solide expérience dans le travail syndical international. Elle doit poursuivre sur cette lancée. La solidarité internationale doit mettre fin à la pauvreté et aux inégalités dans le monde. La solidarité internationale doit venir à bout de la concurrence orchestrée entre les travailleurs à travers le monde.

Nous travaillons sur deux fronts. Il y a d'une part nos projets de solidarité avec les centrales syndicales dans de nombreux pays, et d'autre part, il y a notre travail dans les fédérations syndicales internationales.

Nous accordons une attention toute particulière à trois questions internationales.

Nous sommes solidaires avec le peuple palestinien et sa lutte d'indépendance. C'est une solidarité active. En Belgique, nous voulons informer en première instance notre base et la sensibiliser à cette problématique. Nous réalisons cette solidarité active avec le concours de plusieurs autres organisations. En Palestine, nous concrétisons notre solidarité via un projet avec le syndicat de la chimie PGFTU.

Dans le monde entier, des syndicalistes sont emprisonnés ou assassinés. Nous pensons notamment aux nombreux camarades colombiens qui ont payé de leur vie la lutte syndicale, ou encore aux syndicalistes cambodgiens qui ont été incarcérés parce qu'ils exigeaient des salaires minimums décents. Les libertés et droits syndicaux doivent être respectés partout dans le monde. Les syndicalistes injustement emprisonnés doivent être libérés. Les responsables de ces exactions doivent être retrouvés et jugés.

Nous condamnons toute expulsion de personnes vers un pays en guerre. Plus globalement, nous plaidons pour des mesures facilitant l'intégration et l'insertion dans notre pays des demandeurs d'asile.

